

Les Pays-Bas s'apprêtent à reprendre les expulsions de migrants marocains vers le royaume

04.10.2022 Les Pays-Bas s'apprêtent à reprendre les expulsions de migrants marocains vers le royaume

Les exilés marocains installés aux Pays-Bas sont de nouveau expusables. D'après la presse néerlandaise, une centaine de personnes, notamment des migrants déboutés du droit d'asile, seraient déjà concernées. Une reprise des rapatriements avalisée par Rabat, qui intervient dans un contexte de réchauffement diplomatique avec le partenaire néerlandais.

Les expulsions de ressortissants marocains depuis les Pays-Bas bientôt d'actualité ? C'est ce qu'affirme le journal NRC, sur la base de documents émanant des autorités néerlandaises. D'après une note interne du gouvernement néerlandais rédigée il y a deux semaines et envoyée par email au personnel du ministère de la Justice, les Pays-Bas « peuvent recommencer à arrêter des étrangers marocains pour préparer leur expulsion forcée ». Le Maroc, de son côté, a accepté le retour de ses ressortissants, après des « pourparlers constructifs ».

Toujours d'après ce document, une centaine de Marocains seraient déjà identifiés en vue d'une expulsion vers le royaume. Celle-ci concerne notamment les migrants marocains

dont la demande d'asile a été refusée. « Les premiers documents de voyage ont déjà été délivrés », indique NRC.

Au Pays-Bas, « les Marocains qui demandent l'asile [...] ont peu de chances d'obtenir un titre de séjour car le Maroc est considéré comme un pays sûr », avait déclaré en 2019 l'ancien secrétaire d'Etat Broekers-Knol.

> À (re)lire : Aux Pays-Bas, le système d'accueil dans la tourmente après la mort d'un bébé dans un centre pour migrants

Ces personnes sont donc désormais expulsables au Maroc. L'information a été confirmée, dans le média NOS, par le Secrétaire d'État néerlandais à la Justice et à la sécurité, chargé de l'asile et des migrations. Celui-ci a d'ailleurs assuré que « les relations entre les Pays-Bas et le Maroc se sont considérablement améliorées récemment, y compris dans le domaine du retour ».

Le Hirak du Rif oublié

Les liens entre les deux pays s'étaient distendus ces dernières années, en raison de la position d'Amsterdam sur les révoltes qui avaient secoué la région du Rif, dans le nord du royaume. En 2018, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Stef Blok, avait critiqué la gestion marocaine des événements. Cette année-là, une contestation d'ampleur avait gagné la région. Ses participants réclamaient davantage de

considération de la part des autorités pour leur territoire, qu'ils estimaient marginalisé.

En réponse Rabat avait dépêché policiers et forces anti-émeutes. De nombreux manifestants, dont des journalistes et des militants, avaient été arrêtés. Le visage de la contestation, Nasser Zefzafi, avait alors été condamné à 20 ans de prison.

Une réaction dénoncée à l'époque par le gouvernement néerlandais, ce qui avait engendré une brouille diplomatique avec le Maroc. Ces relations délétères ont notamment eu pour conséquence de plonger les migrants marocains installés aux Pays-Bas, et sous le coup d'une expulsion, dans une sorte de zone grise : repoussés par Amsterdam mais dans l'impossibilité d'être rapatriés au Maroc, ils n'avaient d'autre choix que de rester dans le pays, dans une situation administrative très précaire.

> À (re)lire : Les Pays-Bas prévoient d'héberger les demandeurs d'asile sur des bateaux de croisière

Mais depuis 2021, changement de ton : la discorde provoquée par le Hirak du Rif est belle et bien oubliée. Cette année-là, le Maroc et les Pays-Bas font fi de leurs anciens désaccords et signent « un plan d'action », dans lequel Rabat s'engage à reprendre ses ressortissants. En échange, Amsterdam accepte, entres autres, d'aider le royaume à lutter contre la sécheresse, un domaine dans lequel il possède une expertise reconnue, indique NRC.

En mai dernier, les Pays-Bas ont joué une carte reine en matière de diplomatie avec le Maroc : à l'occasion d'une visite dans le royaume, le ministre néerlandais des Affaires étrangères Wopke Hoekstra a qualifié de « crédible » le plan d'autonomie du Sahara occidental défendu par Rabat. Trois mois plus tard, dans son discours annuel à la nation, Mohamed VI parle des Pays-Bas comme d'un pays « ami », qui a adopté une « position constructive » à l'égard des intérêts marocains.

Great pleasure to speak with Minister Bourita. We have longstanding historical & cultural ties. We reaffirmed our strong Dutch-Moroccan relationship. Spoke about #UNGA, solving global challenges, and discussed bilateral topics: police and justice cooperation, and migration. ????
pic.twitter.com/KTmPpq9Qwk

– Wopke Hoekstra (@WBHoekstra) September 21, 2022

Dernier rapprochement équivoque entre les deux nations, la rencontre, la semaine dernière, entre Wopke Hoekstra et son homologue marocain Nasser Bourita. Lors d'un rendez-vous pris en marge de la 77e Assemblée des Nations unies, les deux ministres ont loué leur « forte relation ». Au menu des discussions : « coopération policière », « judiciaire » et « la migration », indique le ministre néerlandais dans un tweet.

Les migrants, arme diplomatique

Utiliser les migrants à des fins diplomatiques est une

stratégie régulièrement employée par le Maroc. Ces dernières années, le sujet a été au cœur de sa relation avec l'Espagne. L'accueil, par Madrid, fin avril 2021 du chef du Front Polisario, Brahim Ghali, pour raisons médicales avait suscité l'ire de Rabat. Quelques semaines plus tard, les 17 et 18 mai, plus de 10 000 migrants se pressaient à la frontière de l'enclave espagnole de Ceuta.

Depuis le revirement, en mars dernier, du gouvernement espagnol sur le statut du Sahara occidental – Pedro Sanchez a déclaré que le plan d'autonomie défendu par le royaume était « la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution du différend » – les expulsions de migrants marocains depuis l'Espagne ont repris. Depuis le 22 mars, après des mois d'arrêt, les vols de rapatriements de Marocains en situation irrégulière en Espagne sont de nouveau opérationnels. Les arrivées de migrants aux îles Canaries ont, quant à elles, ralenti.

> À (re)lire : Lutte contre l'immigration clandestine : comment l'UE a fait du Maroc son « partenaire privilégié »

Alors que les diplomaties européennes s'efforcent de consolider leur coopération avec le Maroc sur la question, des milliers de Marocains continuent de remplir les canots sur la route des Canaries, de se confronter aux hautes barrières de Ceuta et Melilla ou de grossir les chiffres des traversées en Méditerranée occidentale. Et ce, au péril de leur vie.

Partis le 8 mai dernier depuis le nord du Maroc, Omar, 21 ans, et Yassine, 24 ans, sont toujours introuvables. « Le dernier

signe de vie que l'on a, c'est une photo d'eux avec un jet-ski sur la plage de Saïdia [une ville marocaine à la frontière algérienne ndlr], prêts à partir, avait raconté Sarah, leur cousine, à InfoMigrants. Depuis, plus rien ».

Source

: <https://www.infomigrants.net/fr/post/43759/les-paysbas-sappr-etent-a-reprendre-les-expulsions-de-migrants-marocains-vers-le-royaume#:~:text=droit%20d'asile-,Les%20Pays%2DBas%20s'appr%C3%AAtent%20%C3%A0%20reprendre%20les%20expulsions%20de,migrants%20marocains%20vers%20le%20royaume&text=Les%20exil%C3%A9s%20marocains%20install%C3%A9s%20aux,'asile%2C%20seraient%20d%C3%A9j%C3%A0%20concern%C3%A9s.>